

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 19/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MICHEL Wittelsheim (carrière)

ROTHMOOS
ZERC3
68310 Wittelsheim

Références : 0006700349_2023_01_27_MICHEL Wittelsheim_Suivi MED
Code AIOT : 0006700349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement MICHEL Wittelsheim (carrière) implanté ROTHMOOS ZERC3 68310 Wittelsheim. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite portait sur le respect de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 12 août 2021. Les prescriptions de cet arrêté devaient être respectées au plus tard le 31 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHEL Wittelsheim (carrière)
- ROTHMOOS ZERC3 68310 Wittelsheim
- Code AIOT : 0006700349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MICHEL SAS exploite à WITTELSHEIM une carrière de type alluvionnaire. L'exploitation du site se fait en eau, elle est autorisée pour une durée de 26 ans par arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mars 2004 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- garanties financières
- suivi piezométrique
- respect du phasage d'exploitation et de remise et état
- surveillance des eaux pluviales
- registre d'entretien
- échelle limnimétrique
- conformité aux plans et données techniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, articles 23.2. et 28-3-2-4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, articles 4 et 7	Astreinte	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi Piézométrique	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, article 28.3.2.3	Sans objet
3	Registre d'entretien des buses	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, article 32.1	Justificatifs attendus dans un délai de deux mois
4	Étalonnage échelle limnimétrique	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, article 32.1	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, article 30	Sans objet
6	Méthode d'extraction	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, article 15	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2004, article 31-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 9 points de non-conformités qui ont fait l'objet d'une mise en demeure en 2021 l'exploitant s'est mis en conformité avec 7 d'entre elles.

Les deux points pour lesquels l'exploitant ne s'est pas encore mis en conformité sont liés. Il s'agit de déposer une demande de modification (ou porter à connaissance) auprès du préfet à la suite du non-respect du plan de phasage prévu dans le dossier de l'exploitant. Ce retard entraîne également des non-respects de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29/03/2004 concernant la remise en état, la réalisation des aménagements en faveur de la biodiversité et la cohérence du calcul du montant des garanties financières.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a relevé une nouvelle non-conformité relative au dépassement de la valeur limite autorisée pour les Matières en Suspension Totales (MEST) dans les rejets des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, articles 23.2.

et 28-3-2-4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 23.2. Eaux pluviales

« Les eaux pluviales de ruissellement des aires imperméabilisées situées au Nord immédiat de la carrière [...] seront drainées et traitées sur un dispositif de traitement adapté à la pluviométrie du type décanteur/séparateur d'hydrocarbures avant d'être infiltrées en dehors du périmètre de la carrière. En sortie du dispositif de traitement les eaux respecteront les dispositions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101),
- [...].

Le dispositif de traitement des eaux pluviales fera l'objet d'un entretien régulier de la part de l'exploitant. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur lequel seront notamment consignés les dates de contrôle et d'entretien du dispositif, les volumes de déchets récupérés et à éliminer conformément aux prescriptions de l'article 25 du présent arrêté, les résultats d'analyses des rejets prévues à l'article 28.2.2 du présent arrêté. »

Article 28-3-2-4 – Interprétation des résultats et Actions correctives

« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète :

[...]

- il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

[...]. »

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté un dépassement récurrent de la valeur limite autorisée pour le pH au niveau des rejets des eaux pluviales (au niveau des séparateurs d'hydrocarbures n° 1 et 3). Une échéance au 31 décembre 2021 a été accordée à l'exploitant dans l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.

Lors de la visite du 27 janvier 2023, des dépassements en pH étaient présents sur l'ensemble des séparateurs d'hydrocarbures (cf. rapport d'analyse Eurofins du 21/10/2022).

Le service d'inspection a également examiné les résultats des mesures de la surveillance des rejets d'eaux pluviales réalisées en 2022 et 2023 (résultats disponibles sur l'application de déclaration des résultats d'autosurveillance, dénommé GIDAF et, repris dans le tableau ci-dessous) qui révèlent la présence de non-conformités sur le pH ainsi que sur les Matières en Suspension Totales (MEST) et la Demande Chimique en Oxygène (DCO) :

Date des analyses	N° Séparateur d'hydrocarbures	pH	MEST (mg/l)	DCO (mg/l)
01/05/22	SH01	8.2	130	73
	SH02	9	290	10
	SH03	8.2	110	6
	SH04	8.1	44	5
01/10/22	SH01	8.9	800	9
	SH02	9.4	300	5
	SH03	8.9	840	8

	SH04	8.9	2900	286
01/06/23	SH01	8.1	390	125
	SH02	9.3	240	5
	SH03	8.2	500	14
	SH04	8	500	5
01/09/23	SH01	8.1	390	125
	SH02	9.3	240	5
	SH03	8.2	500	14
	SH04	8	500	5

L'exploitant propose les mesures listées ci-après pour corriger ces écarts mais qui, à ce jour, n'ont pas donné les résultats attendus pour les MEST notamment :

- mise en place d'un bac de nettoyage des goulottes des camions pour réduire le pH,
- mise en place d'un bac de récupération des eaux de rinçage,
- nettoyage total de tous les séparateurs hydrocarbures et des débourbeurs.

Le dépassement de septembre 2023 en pH sur le séparateur d'hydrocarbures n° 2 a été explicité par l'exploitant. Ce dépassement est dû à la présence de laitance au sol qui a été entraînée vers le séparateur avec les arroseurs automatiques.

Observations :

Les résultats des deux dernières analyses de 2023 montrent que l'exploitant a respecté les dispositions de la mise en demeure de 2021 ; celles-ci concernaient la conformité des mesures de pH sur les séparateurs n°1 et 3 et l'absence d'analyse et de mesures prises pour y remédier.

Toutefois, il a été constaté de nouvelles non-conformités récurrentes concernant le respect de la valeur limite pour les MEST. Un dépassement ponctuel en 2022 sur la DCO au niveau du séparateur d'hydrocarbures n° 4 a également été relevé.

L'exploitant prendra les dispositions adéquates afin de respecter les valeurs limites des rejets des eaux pluviales avant la prochaine campagne de mesures de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Suivi Piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, article 28-3-2-3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique

Prescription contrôlée :

« [...] »

Au moins une fois par an, et en période de hautes eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des puits de surveillance.

[...]. »

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté l'absence de relevés du niveau piézométrique des ouvrages de surveillance et l'absence de carte des courbes izopièzes associées. Une échéance au 31 décembre 2021 a été accordée à l'exploitant dans l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.

<p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a fait réaliser la bathymétrie et la topographie le 12 octobre 2021, les cotes altimétriques de chaque ouvrage de surveillance ont été effectuées à cette occasion ainsi que les courbes isopièzes. Ces relevés ont également été effectués le 08 juin 2022.</p> <p>L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Registre d'entretien des buses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, article 32.1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] »</p> <p>- <i>s'assurera régulièrement du bon état (non-bouchage, etc...) de ces buses. Les dates de contrôles seront portées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, ou communiquées sur simple demande de sa part,</i></p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté l'absence de registre traçant les opérations d'entretien réalisées sur la buse. Une échéance au 30 septembre 2021 a été accordée à l'exploitant par l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un seul enregistrement sur le registre pour l'entretien réalisé le 28/09/2021.</p> <p>L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p> <p>Le service d'inspection a interrogé l'exploitant au cours de la visite sur la périodicité de cet entretien ainsi que sur la méthodologie employée afin de s'assurer de son efficacité.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la vérification du bon écoulement était visuelle sans mode opératoire précis. Il s'est engagé à faire installer une seconde échelle limnimétrique dans le second plan d'eau afin de comparer les niveaux et le sens d'écoulement (d'ouest en est).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant veillera à mettre en place une fréquence adaptée de vérification de la non-obturation de la buse et de formaliser la méthode de vérification (par comparaison des échelles limnimétriques).</p> <p>Il communiquera au service d'inspection les justificatifs associés à la mise en place de la seconde échelle, dans un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Échelle limnimétrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, article 32.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] »</p> <p>- <i>équippa chacun des exutoires, [...], associée à une échelle limnimétrique. L'échelle limnimétrique devra être étalonnée, et l'exploitant devra pouvoir justifier de cet étalonnage,</i></p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté l'absence d'étalonnage de</p>

<p>l'échelle limnimétrique. Une échéance au 31 décembre 2021 a été accordée à l'exploitant par l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir fait valider l'étalonnage de l'échelle limnimétrique par un géomètre, par comparaison de l'échelle avec un mètre. Le géomètre a posé une plaque d'étalonnage dont la présence a été constatée par l'inspection lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, article 30			
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.</p> <p>Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans les propositions de l'exploitant des 3 décembre 2003 et 23 mars 2016 et conformément au plan joint au présent arrêté.</p> <p>Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes : [...]</p>			
<table border="1"> <tr> <td>Limite Nord de la carrière</td><td>plantations d'essences locales, le long de la limite Nord de la carrière, afin de limiter, depuis le site de la carrière, l'impact visuel des bâtiments et installations de l'exploitant situés hors des limites de la carrière.</td></tr> </table>	Limite Nord de la carrière	plantations d'essences locales, le long de la limite Nord de la carrière, afin de limiter, depuis le site de la carrière, l'impact visuel des bâtiments et installations de l'exploitant situés hors des limites de la carrière.	
Limite Nord de la carrière	plantations d'essences locales, le long de la limite Nord de la carrière, afin de limiter, depuis le site de la carrière, l'impact visuel des bâtiments et installations de l'exploitant situés hors des limites de la carrière.		
[...] »			
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté l'absence de plantation le long de la limite Nord de la carrière. Une échéance au 31 décembre 2021 a été accordée à l'exploitant dans l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que l'exploitant a planté de jeunes arbres (dont du houblon et du chèvrefeuille) le long de la limite Nord du périmètre de la carrière.</p> <p>L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 6 : Méthode d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, article 15	
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Sous réserve du respect des dispositions des articles 32.2 et 32.3 du présent arrêté, l'exploitation doit permettre un défrèvement maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomeratiques ou limoneuses présentes.</p> <p>L'exploitation se fait, par couloir d'exploitation, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus</p>	

<p>directement par excavation et non par remblayage.</p> <p>[...]</p> <p>Dans l'état des études menées, la profondeur d'exploitation est limitée à un maximum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 249 mNGF au niveau du plan d'eau Ouest, <p>[...].</p> <p>L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté. »</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté le dépassement de la profondeur maximum autorisée (fixée à 249 mNGF) et l'absence de méthode de repérage pour l'utilisation de l'engin d'extraction. Une échéance au 31 décembre 2021 a été accordée à l'exploitant par l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.</p> <p>L'inspection des installations classées a examiné lors de la visite le dernier plan d'exploitation, réalisé le 20/09/2022 et n'a pas relevé de nouveaux points en dessous de la côte 249 mNGF par rapport au plan d'exploitation daté du 12/10/2021 car la bathymétrie n'avait pas été refaite sur le plan de 2022 (la bathymétrie est datée du 12/10/2021 sur les deux plans).</p> <p>L'examen du plan d'exploitation de 2023 (bathymétrie réalisée le 17/07/2023 et la topographie le 12/7/2023) ne présente pas de nouveaux points non-conformes relatifs à la profondeur d'exploitation.</p> <p>L'exploitant lors de la visite a expliqué la méthode de repérage utilisée. Un repère est mis en place sur le câble de levage (auquel est rattaché le godet) de l'engin (dénommé dragline) permettant au conducteur de ne pas dépasser la profondeur autorisée.</p> <p>L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, article 31-2</p> <p>Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la phase [29 mars 2019 - 29 mars 2024]</p> <p>« [...] L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. »</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté que le retard pris au niveau du phasage d'exploitation et des aménagements à effectuer impactaient à la hausse le montant des garanties financières déterminé dans l'arrêté préfectoral. Une échéance au 30 septembre 2021 a été accordée à l'exploitant par l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.</p> <p>En particulier, l'arrêté de mise en demeure précise que : « l'exploitant transmettra au préfet son acte de cautionnement actualisé. »</p> <p>L'exploitant a transmis au service d'inspection, par courrier électronique daté du 6 août 2021, l'actualisation de son calcul du montant des garanties financières ainsi que son nouvel acte de cautionnement daté du 27/08/2021.</p>

L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété, articles 4 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux plans et données techniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 4</i> <i>«Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, les propositions [...] et les engagements de l'exploitant en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. [...]. »</i></p> <p><i>Article 7</i> <i>« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...]. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juin 2021, il avait été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le volume de production était bien en dessous du volume autorisé depuis plus de 3 ans, - un retard dans l'avancé du phasage d'exploitation, la phase 1 prévue dans l'arrêté préfectoral de 2016 à 2019 n'était pas terminée, - que le retard pris au niveau du phasage d'exploitation retardait également la réalisation des aménagements en faveur de la biodiversité (mares à batraciens), - que ces retards n'ont pas fait l'objet d'information au préfet. <p>Une échéance au 31 décembre 2021 a été accordée à l'exploitant par l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2021 pour se mettre en conformité avec les prescriptions susmentionnées.</p> <p>En particulier, l'arrêté de mise en demeure précise que : <i>« l'exploitant portera à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications survenues ou prévues (dont celles mentionnées dans le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 26 juillet 2021 susvisé) sur son site de carrière. »</i></p> <p>Par courrier du 15 décembre 2021, l'exploitant indiquait uniquement avoir un retard de deux ans et demi sur le phasage d'exploitation.</p> <p>Lors de la visite du 27/01/2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il lui restait environ 3 ans d'exploitation pour la phase 1, soit plus de 6 ans de retard par rapport au phasage initial prévu dans le dossier d'autorisation (pour rappel la phase 1 devait s'achever en mars 2019). Ce retard est confirmé par l'examen du plan d'exploitation daté du 12 juillet 2023 qui montre que l'exploitation de la carrière est toujours dans la première phase d'exploitation. Or l'exploitant n'a pas déposé de porter à connaissance auprès du préfet présentant l'impact de ce retard sur les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation accompagné de tous les éléments d'appréciations (cf. article 7 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2004 et article R.181-46 du code de l'environnement).</p> <p>L'exploitant ne s'est donc pas conformé à la mise en demeure. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative est joint au présent rapport.</p>

Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que le fait de ne pas se conformer à un arrêté de mise en demeure l'expose aux sanctions pénales en application des dispositions prévues à l'article L.173-1-II- 5° du code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 4 mois